Partie Actions citoyennes

Par

Publié le 30/11/1999

OCDE : Suite à la demande des pays du G8, une première réunion consultative a eu lieu le samedi 20 novembre 1999 à Paris, autour de trois grands thèmes : les inquiétudes des consommateurs, les problèmes environnementaux et les préoccupations du secteur agro-alimentaire. Dressant le bilan de cette réunion, M. Johnston a déclaré : " de profondes divergences demeurent sur de nombreux aspects des biotechnologies intervenant dans la production alimentaire, en particulier leurs conséquences sur l'environnement". De même, pour E. Vernet, d'Ecoropa, "cette réunion n'a fait qu'entériner le gouffre qui sépare les partisans des opposants aux OGM. Les constats de départ sont à l'opposé, les uns partant d'une logique de marché et les autres en appelant au principe de précaution". Dans la continuité, l'OCDE organisera, à Edimbourg (du 28 février au 1er mars 2000), une conférence scientifique internationale sur les aspects scientifiques et sanitaires des aliments transgéniques. L'OCDE est censée proposer des recommandations à la prochaine réunion du G8 prévue en juillet 2000 à Okinawa (Japon).
Communiqués de l'OCDE des 2 et 22 novembre 1999

Transparence : Suite à une demande faite, il y a 7 mois, par Les Amis de la Terre et France Nature Environnement, le Ministère de l'Agriculture vient d'envoyer les fiches d'informations du public relatives aux essais en champs d'OGM. Cependant n'ont été envoyées que les fiches-types correspondant aux 97 dossiers ayant donné lieu à disséminations (un dossier peut donner lieu à plusieurs disséminations) et sur lesquelles a été effacé le nom de la commune. Ces deux associations "persistent à dire que la transparence en matière d'OGM est notoirement insuffisante". Pour y remédier, elles diffusent sur internet toutes les informations collectées au niveau local sur les cultures expérimentales d'OGM (http://www.amisdelaterre.org/). En mettant à jour ce site, elles se sont rendu compte de la contradiction des données des Directions Départementales de l'Agriculture et de la Forêt et de la CGB. En effet, certains essais répertoriés par les DDAF ne l'étaient pas par la CGB, et réciproquement.
Communiqué des Amis de la terre et FNE du 26 novembre 1999

Nantes : En novembre, une manifestation ouverte par la banderole "Ni OMC, ni OGM : non à l'agro-business", a rassemblé 200 personnes. Les manifestants ont sorti, de Carrefour, quatre chariots remplis de produits contenant des OGM pour en faire une pyramide. Des listes de produits avec et sans OGM ont été distribuées aux clients.

Le groupe ATTAC-OGM d'Ile-de-France poursuit ses actions toujours sur le même principe : il installe une table garnie de produits avec OGM devant un supermarché et proposer aux clients une pétition adressée à la direction qui demande le retrait des produits issus d'OGM. En quatre actions, le groupe a recueilli quelque 700 signatures.

Afrique : Des représentants de la société civile viennent d'organiser un atelier panafricain, d'une vingtaine de personnes, sur "l'impact des OGM et les droits de propriété intellectuelle sur l'agriculture en Afrique". A l'issue des travaux, les participants ont décidé d'adresser une lettre dans laquelle ils dénoncent, entre autres, la contradiction entre les accords ADPIC (voir inf'ogm n°1) et la convention de biosécurité, aux responsables politiques africains en charge des questions de Droit de Propriété Intellectuelle (organisation africaine de la propriété intellectuelle, Assemblées Nationales, ministres du commerce).

Canada : 21 groupes ont rendu publiques, le 16 novembre, des propositions pour rendre l'étiquetage obligatoire. Il s'agit pour eux de faire pression à la veille de la première rencontre du comité pour l'étiquetage volontaire des aliments issus de la biotechnologie. Ce comité a été créé conjointement avec le Conseil canadien de la distribution alimentaire et doit servir de cadre aux négociations entre le gouvernement et l'industrie pour l'établissement d'une norme relative à l'étiquetage volontaire. De plus, un projet de loi (pour rendre l'étiquetage obligatoire) est actuellement proposé aux députés .

Etats-Unis : Le 12 novembre, une coalition d'environnementalistes et de scientifiques a publié un document, , appelant à la suspension de toute nouvelle dissémination d'OGM. Cette déclaration décrit les défaillances des agences américaines dans l'examen prospectif à long terme sur l'environnement et la santé humaine des OGM et demande que soit mis en place un réel système de régulation pour assurer au public l'accès à une nourriture saine et que les praticiens du génie génétique soient rendus responsables pour de possibles conséquences négatives.

A l'initiative des Médecins et Scientifiques pour une Application Responsable de la Science et de la Technologie (en anglais, le PSRAST), une pétition sous forme de lettre ouverte va être envoyée aux gouvernements pour demander le retrait de tous les produits transgéniques approuvés sur la base du principe d'équivalence substantielle. La lettre du PSRAST peut être lue à : http://www.psrast.org/psrlet.htm.

Greenpeace et le réseau Info-conso continue sa pression sur les fabricants pour qu'ils retirent les OGM de leur produits. Une nouvelle campagne a été lancée : il s'agit désormais de faire pression pour que les animaux soient nourris sans OGM, seule garantie pour que la chaîne alimentaire soit exempte d'OGM. La denière mise à jour de la liste comprend les premières marques de volailles nourris sans OGM. Greenpeace était d'ailleurs, début décembre, à Brest afin de faire pression sur la firme Cargill et empêcher des importations de soja transgénique des Etats Unis.

Adresse de cet article : https://infogm.org/article_journal/partie-actions-citoyennes-2/